

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Rectorat de la région académique d'Ile de France
Service Régional de l'Immobilier (SRI)
3 Avenue de Lesseps
78017 Versailles cedex

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame La Rectrice de la région académique de la région d'Ile de France

Objet de la consultation

**Marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux de traitement des accès
du rectorat de l'académie de Versailles- site de Lesseps**

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le **24/02/2026 à 12 h 00** (heure locale de l'adresse
du RPA)

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Le site principal du rectorat de l'académie de Versailles est situé au 3 boulevard de Lesseps (78000 VERSAILLES). Il dispose de plusieurs accès situés :

- Boulevard de Lesseps (accès principal piétons et accès secondaires : pompiers, cuisines, poubelles...)
- Rue Honoré de Balzac (accès parking des personnels)
- Rue de la Bonne Aventure (accès parking intérieur et logistique/livraisons).

Dans le cadre du projet de sécurisation périmétrique du site, le maitre d'ouvrage organise cette consultation afin de désigner un maitre d'œuvre pour la conception et la conduite des travaux de reconfiguration des accès avec un renforcement du contrôle des entrées sur la parcelle où sont répartis plusieurs bâtiments.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie à l'[Article L2123-1](#) du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas allotie

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec un groupement conjoint ou solidaire.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

2-4. Modifications à apporter au Cadre de marché valant Acte d'Engagement

Les candidats n'ont pas à apporter de modification au Cadre de marché valant Acte d'Engagement.

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Délai d'exécution des travaux

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après font l'objet de délais distincts fixés dans le Cadre de marché valant acte d'engagement :

| Elément de mission | |
|--------------------|--|
| 1 | DIAG/APS |
| 2 | APD |
| 3 | PRO |
| 4 | ACT (constitution du DCE /analyse des offres de travaux) |
| 5 | VISA |
| 6 | DET |
| 7 | AOR |
| 8 | GPA |

2-7. Modalités de financement et de paiement

Financement : Fonds publics de l'Etat.

Délai de paiement : 30 jours.

Le mode de règlement du contrat choisi par la personne publique est le virement administratif.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Nature du prix

Pour le présent marché, le prix sera global et forfaitaire.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue

française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement de consultation ;
- Le cadre de marché valant acte d'engagement à compléter ;
- La trame du Prix global et forfaitaire à compléter ;
- Le programme travaux et ses annexes (photos et diagnostics) ;
- Le calendrier prévisionnel

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Situation juridique :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * l'inscription sur le registre professionnel.

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues au code de la commande publique seront exclus.

Capacité économique et financière :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- * Une attestation d'assurance pour les risques professionnels

Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études ou professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des études de même nature que celle du marché ;

* une liste des prestations exécutées sur les 5 dernières années, mettant en évidence :

- Compétences d'études techniques tous corps d'état notamment dans les voiries et réseaux divers (VRD) pour le mandataire
- Compétence complémentaire en Architecture et paysage pour le mandataire et le cas échéant pour le co-traitant ou le sous traitant

Il est précisé que le candidat devra s'adjoindre en cotraitance ou en sous-traitance les capacités dont il ne dispose pas en propre mais qui sont nécessaires à l'exécution du marché.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- Le cadre de marché valant acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux dispositions du code de la commande publique, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

- Le mémoire méthodologique **en réponse aux critères de jugement des offres** ;
- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter (onglet 1 « prix »). Une décomposition du temps passé par co-traitants est également à compléter pour vérifier la cohérence du prix (onglet 2 « temps passé ») ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du code de la commande publique
- Les certificats fiscaux et sociaux

– Un extrait Kbis

En sus, les attestations d'assurance seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SELECTION DES OFFRES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du code de la commande publique.

Le RPA examinera l'offre des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement final des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

| Critères | Sous-critères | Note sur |
|--|--|------------|
| 1. Prix | | 70 |
| 2. Valeur technique de l'offre | | 20 |
| | 1. moyens humains et matériels dédiés à l'opération en explicitant la répartition des rôles et l'organisation interne | 10 |
| | 2. Méthodologie mise en place par le candidat pour assurer la bonne réalisation de sa mission (gestion des études de conception, gestion du chantier) | 10 |
| 3. Valeur environnementale et sociétale de l'offre | | 10 |
| | 1. Moyens mis en place pour limiter les impacts environnementaux au sein de l'entreprise (gestion de l'empreinte carbone, utilisation de produits recyclés, politique de gestion des déchets, performance énergétique des équipements) | 5 |
| | 2. Politique de formation mise en place au sein de l'entreprise et mesures prises pour promouvoir l'apprentissage, l'emploi des seniors et la promotion de l'égalité hommes-femmes | 5 |
| TOTAL | | 100 |

Après examen, Le RPA se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières conformément à l'article R.2152-2 du code de la commande publique.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le

jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-3. Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'engager des négociations dans les conditions définies ci-après.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales les plus pertinentes, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiales.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tout moyen (présentiel, téléphone, courriel,). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Enfin, l'acheteur pourra engager une procédure de marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence, en cas d'absence d'offre ou d'offre inappropriée.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence Lesseps_sécurisation des accès 2026 Etudes.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Rectorat de Versailles_ service régional immobilier (SRI)
3 Avenue de Lesseps
78017 Versailles cedex

Offre maîtrise d'œuvre - Lesseps securisation des accès

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6-1. Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de l'élaboration de leur proposition, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser au :

Rectorat de Versailles, Service Régional de l'Immobilier (SRI)

djamel.chentir@region-academique-idf.fr
ce.sri@ac-versailles.fr

6-2. Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 Versailles cedex
Téléphone : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 01 39 20 54 87
Site internet : versailles.tribunal-administratif.fr

6-3. Médiation

Par application des dispositions du CCAG applicable au présent marché, en cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure d'instruction du mémoire en réclamation décrite dans le CCAG applicable au présent marché, les parties privilégient le recours à la saisine du Médiateur des entreprises du ministère de l'Economie et des Finances.

Conformément aux articles L2197-3 et L.2197-4 du Code de la commande publique, la saisine du médiateur des entreprises ou du comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la Médiation des entreprises ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du Comité consultatif.